

<http://levenissian.fr/Bosch-Blein-et-Soubitez-au-secours-des-actionnaires>



Bosch : Blein et Soubitez au secours des actionnaires !

- Vénissieux -



Date de mise en ligne : samedi 3 octobre 2020

Copyright © Le Vénissian - Tous droits réservés

Dans un article du progrès récent sur la situation du bureau d'études et recherches (40 salariés), seule entité Bosch restant sur l'ancien site diesel du groupe à Vénissieux, M. Soubitez (retraité du site mais sans doute délégué syndical CFDT à vie, du moins jusqu'à ce qu'il n'y ait plus d'emploi Bosch sur le site) et M. Blein, député de la circonscription, disent vouloir trouver les fonds pour payer au groupe Bosch le banc d'essai qu'il manquerait pour poursuivre le développement d'une étude concernant la pile à combustible pour moteurs à hydrogène.

Rappelons que le groupe Bosch a fait le choix il y a plus de 15 ans de ne plus investir pour développer l'emploi industriel sur ces sites en France, et au contraire c'est une succession de plans de suppressions d'emplois qui s'est abattu sur ceux-ci. Divisant par deux le nombre de salariés Bosch en France.

Cette stratégie a été accompagnée syndicalement par la CFDT qui n'a eu de cesse d'expliquer au salariés, de Vénissieux notamment, que l'avenir était ailleurs que l'on ne pourrait faire revenir Bosch sur sa décision.

Quand à M. Blein, c'est ce député (Socialiste puis En Marche) qui expliquait aux représentants syndicaux venu le rencontrer pour la défense du site et des emplois qu'il respectait la décision prise par Bosch et qu'il préférerait plutôt oeuvrer pour la réindustrialisation du site.

Pour résumer Bosch supprime 850 emplois directs sur le site, plus les emplois précaires, plus les emplois chez les sous traitants, mais c'est pas grave on va aider à réindustrialiser !!!

Le coût du banc d'essai serait de 700 000 euros. Autant dire que ce n'est pas une question de coût pour Bosch mais bien d'orientation donnée à son activité sur le site.

Donc le député et le délégué veulent trouver les fonds. On pourrait leur proposer d'aller regarder du côté du CICE (crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi) transformé en un allègement de cotisations sociales pérennes en 2019, au titre duquel le groupe Bosch a touché des dizaines de millions d'euros depuis sa création. Ou encore d'aller voir du côté du CIR (Crédit d'Impôt Recherche) qui permet à Bosch d'avoir une réduction d'impôt dans le cadre de ses activités d'étude et de recherche en France.

Pour Bosch en France l'allègement de cotisations sociales qui remplace le CICE a rapporté entre 4,5 et 5,5 millions d'euros en 2019. Quand au Crédit d'Impôt Recherche pour 2019 il s'est élevé à 8 millions d'euros.

Parce que le scandale il est là. Ce sont ces milliards données aux entreprises pour le maintien et le développement de l'emploi en France, sans contrôle, et qui ne change rien à la stratégie de celles-ci.

Tout les sites industriels Bosch en France sont sous la menace de suppression d'emploi, sont en interrogation sur leur avenir.

Et en plus de ces millions donnés, il faudrait donc se cotiser ou faire une collecte pour trouver les 700 000 euros d'un investissement pour le bureau d'étude ? Pour aider un groupe qui annonce 3 milliards de bénéfices et 6 milliards d'investissement en recherche et développement en 2019 ?

Bosch : Blein et Soubitez au secours des actionnaires !

Bosch est confronté au virage technologique des motorisations des véhicules. Mais comme par le passé il fait le choix de ne pas permettre à ses sites en France de prendre ce virage là.

C'est là dessus que le pouvoir politique devrait agir. Comme il devrait agir aussi sur le fait que les études réalisées en France doivent aboutir sur le maintien des emplois industriels. Ce qui n'est pas le cas dans le groupe Bosch actuellement.

Le député et le délégué continuent donc leur stratégie de l'échec concernant l'emploi. Le délégué parce qu'il refuse de remettre en cause la stratégie du groupe. Le député parce qu'il a comme objectif le développement des richesses. Pas celles des savoirs faire, des compétences, des emplois, mais celles des plus riches, dont Macron, son gouvernement et lui même sont les serviteurs.

Post-scriptum :

Il est à noter que sur le même site une société c'est installée provisoirement, SYMBIO, dont l'activité est le développement et la fabrication de la pile à hydrogène pour moteur électrique.